

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

FONDS DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE LA SOMME

Visas d'éliminations délivrés aux Services producteurs
d'archives publiques du département de la Somme

(1971 – 2013)

120 W

Répertoire numérique détaillé

réalisé par
Charline DESCAMPS, rédacteur territorial,

sous le contrôle scientifique de
Arnaud ESPEL, attaché de conservation du patrimoine,

et sous la direction de
Élise BOURGEOIS, Conservateur en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2017-2018

SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>3</u>
<u>SOURCES COMPLÉMENTAIRES.....</u>	<u>5</u>
Archives départementales de la Somme.....	5
<u>Services du Conseil départemental de la Somme et établissements publics départementaux</u>	<u>6</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence régionale</u>	<u>8</u>
Directions régionales.....	8
Services judiciaires.....	9
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence départementale</u>	<u>10</u>
Préfecture de la Somme.....	10
Sous-préfectures de la Somme.....	11
Services départementaux déconcentrés de l'État.....	11
Services judiciaires.....	12
<u>Établissements publics de santé</u>	<u>13</u>
<u>Organismes privés chargés de missions de service public et associations</u>	<u>14</u>
<u>Services du Conseil régional et établissements public régionaux</u>	<u>15</u>
Conseil régional de Picardie.....	15

INTRODUCTION

Présentation du fonds

Le versement 120 W provient du service Aide aux administrations des Archives départementales de la Somme. Il concerne les visas d'éliminations autorisés par le Directeur des Archives départementales de la Somme pour la période allant de 1971 à 2013. Même si cette procédure devient régulière à partir des années 2003 / 2004, pour de nombreux services les demandes d'autorisations ne commencent qu'en 2010. On peut y voir la conséquence de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Lancée par le président de la République en juillet 2007, elle avait pour objectifs principaux la réduction des dépenses publiques, l'amélioration du service rendu aux usagers et la modernisation et la simplification des services de l'État. Depuis, cette réorganisation des services déconcentrés au niveau régional ou départemental, a permis de ramener le nombre moyen de directions et de services régionaux autour du préfet, à cinq en moyenne, au lieu de treize précédemment.

Les dossiers de suivi des services producteurs d'archives publiques ont été archivés en 2014¹.

Le Conseil général de la Somme, devenu Conseil départemental en mars 2015, en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, a conservé dans ce classement son appellation d'origine, les dossiers archivés étant antérieurs à cette réforme. De plus, les anciennes appellations des différentes directions ont été maintenues, le nouvel organigramme n'étant entré en service qu'en janvier 2016.

D'une importance matérielle de 126 articles, ce versement représente 1,50 mètres linéaires

L'intérêt historique de ce versement réside dans le suivi des services du département qui assurent un suivi régulier et une gestion raisonnée de leur archivage en procédant régulièrement à des opérations d'élimination. Il permet aussi aux chercheurs de comprendre la constitution des fonds d'archives historiques et de documenter précisément la sélection et le tri des archives publiques.

1 Voir le versement 100 W.

Les éliminations d'archives publiques

L'élimination d'archives publiques est une procédure réglementaire qui repose sur une sélection précise des documents à éliminer et sur l'autorisation de destruction accordée par le Directeur des Archives départementales (code du Patrimoine article R 212-14). Ce visa constitue une décharge juridique pour le responsable du service qui a effectué les éliminations.

Des instructions de tri et de conservation, ou circulaires, sont établis à l'échelon national². Lorsque ces circulaires nécessitent des adaptations à la réalité de la gestion des archives des services producteurs, ceux-ci peuvent réaliser leur propre tableau de tri, comme cela est prévu par le code du Patrimoine. Ces tableaux, communément appelés «tableaux de gestion» renseignent pour chaque typologie de documents, la durée d'utilité administrative et le sort final : conservation définitive ou destruction. En ce qui concerne la sélection, la pratique évolue constamment³.

Après autorisation par le directeur des Archives départementales, il faut procéder à l'élimination physique des documents. Elle consiste en une dénaturation et peut s'opérer par déchiquetage, broyage et/ou recyclage ou par la suppression des fichiers dans le cas d'archives électroniques. Lors de cette opération, toutes les garanties de confidentialité des informations doivent impérativement être réunies.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux.

La communicabilité des liasses de ce versement est immédiate.

2 On peut les trouver sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

3 Les règles de gestion et de sélection des archives sont explicitées sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives départementales de la Somme

- Sous série 3 T :
 - Fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, jusqu'en 1950⁴.

- Série W :
 - 100 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué après la fermeture ou la réorganisation de plusieurs services de l'État, notamment lors de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).
 - 101 W, fonds Joseph Estienne (ancien directeur des Archives de la Somme) fonds non classé.
 - 1500 W, archives de la Direction, depuis 1950, classement en cours.

4 La coupure se fait en 1950, et non en 1940 comme pour le reste des archives contemporaines. Cela correspond au changement d'archiviste départemental, Joseph Estienne, laissant la place à cette date à son fils, Jean Estienne.

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

ENSEMBLE DE VISAS D'ÉLIMINATION ACCORDÉS AUX SERVICES PRODUCTEURS D'ARCHIVES PUBLIQUES DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME

SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME⁵ ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

120 W 1	Cabinet du Conseil départemental.	2004
	Mission Europe.	2010 - 2012
	Direction générale de l'Administration départementale, Mission Communication interne.	2011
	Direction de la Communication.	2011 - 2013
120 W 2 - 7	Direction générale adjointe Solidarités.	1993 - 2013
120 W 2	Siège (2013).	
120 W 3	Direction Enfance et famille (ASE, 1993-2013 et PMI 1999-2013)	
120 W 4	Direction de l'Autonomie (2000-2013).	
120 W 5	Direction de l'Insertion et du logement (2001- 2013).	
120 W 6	Direction Appui et budget (2009-2013).	
120 W 7	Les Territoires (2005-2013).	
120 W 8 - 11	Direction générale adjointe Développement et réussite de la personne.	1998 - 2013
120 W 8	Direction de l'Éducation et du sport (1998- 2013).	
120 W 9	Direction de la Culture et des Patrimoines ² (2009-2012).	
120 W 10	Direction des Archives départementales (2004-2010).	
120 W 11	Bibliothèque départementale de la Somme (2010-2013).	
120 W 12 - 16	Direction générale adjointe Aménagement et équipement du département.	2002 - 2013
120 W 12	Pôle Modernisation des infrastructures (2010)	

⁵ Ex Conseil général, devenu Conseil départemental en mars 2015, en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, et après renouvellement des assemblées.

120 W 13	Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (2012-2013).	
120 W 14	Mission administrative et budgétaire (2011-2013).	
120 W 15	Direction des Bâtiments départementaux (2002-2013).	
120 W 16	Ligne « Bus jaune » (2010).	
120 W 17 - 21	Direction générale adjointe Développement des territoires.	2000 – 2013
120 W 17	Direction de l'économie et de l'emploi (2002-2013).	
120 W 18	Direction des Territoires et de l'habitat durable (2000-2010).	
120 W 19	Direction de l'Environnement (2009-2013).	
120 W 20	Laboratoire vétérinaire départemental (2002-2013).	
120 W 21	Parc naturel et archéologique de Samara (2010).	
120 W 22 - 25	Direction générale adjointe Ressources et évaluations.	1998 - 2013
120 W 22	Direction des Finances et du conseil de gestion (1998-2012).	
120 W 23	Directions des Ressources et relations humaines (2000-2013).	
120 W 24	Direction des Systèmes d'information et moyens généraux (2000-2011).	
120 W 25	Service de la Commande publique (2001-2013).	
120 W 26 - 27	Office public de l'habitat (OPH).	2005 - 2013
120 W 26	2005-2009.	
120 W 27	2010-2013.	
120 W 28	Amicale sportive et culturelle des personnel de la Préfecture, du Département et de la Région (ASCPPDR).	2010
120 W 29	Centre d'information et d'orientation (CIO) d'Amiens Nord.	2010
120 W 30	Service départemental d'incendie et de sécurité (SDIS).	1996 - 2012

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
RÉGIONALE**

120 W 31	Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR).	
120 W 32	Agence régionale de santé (ARS).	2010 - 2013
120 W 33	Agence de services et de paiement (ASP).	1996 - 2011
120 W 34	Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).	2005 - 2013

DIRECTIONS RÉGIONALES

120 W 35	Direction régionale de l'administration pénitentiaire (DRAP).	2011 - 2012
120 W 36	Direction régionale des affaires culturelles de Picardie (DRAC).	2001 - 2013
120 W 37	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de Picardie. Siège (2006-2013). Office national interprofessionnel des céréales, ONIC (1996-2006).	1996 - 2013
120 W 38	Direction générale des douanes et droits indirects de Picardie (DGDDIP).	1995 - 2013
120 W 39	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Picardie (DIRECCTE).	2010 - 2013
120 W 40	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie (DREAL).	2010 - 2013
120 W 41	Direction régionale des finances publiques (DRFIP).	1999 - 2010
120 W 42	Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Picardie (DRJSCS).	2010 - 2013

120 W 43	Direction régionale des renseignements intérieurs de Picardie (DRRI).	2011
120 W 44	Établissement français du sang (EFS).	1996
120 W 45	Institut national de recherches archéologiques préventive (INRAP).	2010
120 W 46	Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE).	1986 - 2012
120 W 47	Pôle emploi.	2010 - 2013
120 W 48	Rectorat d'académie, Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM).	2003
120 W 49	Université de Picardie Jules Verne (UPJV).	1995 - 2013

SERVICES JUDICIAIRES

120 W 50 - 51	Chambre régionale des comptes (CRC) Nord Pas-de-Calais Picardie.	1989 - 2012
120 W 50		1989 - 1999.
120 W 51		2001- 2012.
120 W 52	Cour d'Appel d'Amiens.	1993 - 2013
120 W 53	Tribunal administratif d'Amiens.	1999 - 2013

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
DÉPARTEMENTALE**

PRÉFECTURE DE LA SOMME

120 W 54	Cabinet du Préfet.	1996 - 2010
120 W 55 - 56	Bureau du Cabinet.	1977 - 2013
	120 W 55 Bureau de la Sécurité intérieure et de la Police administrative.	
	120 W 56 Bureau de la Communication interministérielle	
120 W 57	Service départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC-VG).	2009
120 W 58 - 59	Mission départementale de coordination.	1995 - 1999
	120 W 58 Section Courrier (1997).	
	120 W 59 Section de contrôle de la gestion et de la qualité (1995-1999).	
120 W 60 - 61	Direction de Moyens de l'État.	1994 - 2013
	120 W 60 Bureau de la Logistique (2010).	
	120 W 61 Bureau des Moyens financiers de l'État (1994-2013).	
120 W 62 - 67	Direction des Affaires juridiques et de l'Administration locale.	1988 - 2013
	120 W 62 Bureau des élections et du conseil aux collectivités locales (1996-2013).	
	120 W 63 Contrôle de légalité (2001-2013).	
	120 W 64 Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique (1984-2003)	
	120 W 65 Ex Direction des Relations avec les collectivités locales (1988-2000).	
	120 W 66 Ex Service des Marchés (2002-2005).	
	120 W 67 Bureau des Finances locales (1996-2013).	

120 W 68 - 69	Direction des Titres et de la Citoyenneté.	1989 - 2013
120 W 68	Bureau de l'Immigration, de l'Intégration et de la Nationalité (1991-2013).	
120 W 69	Bureau de l'Accueil du Public et de la Circulation (1989-2013).	

SOUS-PRÉFECTURES DE LA SOMME

120 W 70	Sous-préfecture d'Abbeville.	1984 - 2013
120 W 71	Sous-préfecture de Montdidier.	1996 - 2012
120 W 72	Sous-préfecture de Péronne.	1994 - 2013

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

120 W 73	Direction académique de la Somme (ex Inspection académique de la Somme).	2002 - 2013
120 W 74	Direction départementale de la Cohésion sociale (DDCS).	1995
120 W 75	Direction départementale de la Protection judiciaire et de la jeunesse (DDPJJ).	2008 - 2013
120 W 76	Direction départementale de la Protection des populations (DDPP).	2010 - 2013
120 W 77	Direction départementale de la Sécurité Publique (DDSP) commissariat de Police d'Abbeville.	1992 - 2005
120 W 78	Direction départementale des Services vétérinaires (DDSV).	2006 - 2009
120 W 79	Direction départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).	2011 - 2013
120 W 80 - 86	<u>Direction départementale des Finances publiques (DDFP)</u> Centres des Finances publiques	2001 - 2012

- 120 W 80** Abbeville (2006-2007).
- 120 W 81** Amiens (2001-2012).
 - Banlieue et amendes (2012).
 - Municipale (2008).
 - Service de la publicité foncière (2010-2011).
 - Service de l'impôt aux entreprises (2007-2012).
 - Service de l'impôt aux particuliers (2001-2007).
- 120 W 82** Crécy-en-Ponthieu (2008).
- 120 W 83** Doullens (2010-2011).
- 120 W 84** Montdidier (2012).
- 120 W 85** Péronne (2003-2012).
- 120 W 86** Picquigny (2010).

SERVICES JUDICIAIRES

- 120 W 87 - 89** Conseils des Prud'hommes. 1998 - 2013
 - 120 W 87** Abbeville (2007-2012).
 - 120 W 88** Amiens (1998-2013).
 - 120 W 89** Péronne (2012).
- 120 W 90** Tribunal de Commerce. 1998 - 2012
 - Amiens (1998 - 2012).
- 120 W 91 - 93** Tribunaux de grande instance. 1988 - 2013
 - 120 W 91** Abbeville (1988-2010).
 - 120 W 92** Amiens (1988-2013).
 - 120 W 93** Péronne (1994-2010).
- 120 W 94 - 96** Tribunaux d'instance. 1988 - 2013
 - 120 W 94** Abbeville (1988-2012).
 - 120 W 95** Amiens (1996-2013).
 - 120 W 96** Péronne (1990-2012).

120 W 97	Tribunal des Affaires de Sécurité sociale.	2008 - 2012
120 W 98	Tribunal du Contentieux et de l'incapacité.	2012
120 W 99	Maison d'arrêt d'Amiens.	1993 - 2010
120 W 100	Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine.	2003 - 2009

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

120 W 101	Centre hospitalier d'Abbeville.	2004 - 2013
120 W 102	Centre hospitalier universitaire (CHU) Amiens Nord.	1971 - 2013
120 W 103	Centre hospitalier d'Albert.	2006 - 2013
120 W 104	Centre hospitalier de Corbie.	1997 - 2013
120 W 105	Centre hospitalier de Doullens.	2003 - 2013
120 W 106	Centre hospitalier Philippe Pinel à Dury.	1991 - 2013
120 W 107	Centre hospitalier de Ham.	2005 - 2012
120 W 108 - 109	Centre hospitalier de Montdidier	1980 - 2013
	120 W 108 1980 - 2009.	
	120 W 109 2010 - 2013.	
120 W 110	Centre hospitalier de Péronne.	2007 - 2013
120 W 111	Hôpital local et Maison de retraite de Rue.	1998 - 2010
120 W 112	Hôpital local de Saint-Valéry-sur-Somme.	1998 - 2011

120 W 113 - 115	Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).	2006 - 2013
113 W	MAPA de Longueau (2006).	
114 W	Résidence sociale « Les Tilleuls » à Ailly-sur-Noye (2009).	
115 W	Résidence « La Forêt » à Crécy-en-Ponthieu (2013).	

ORGANISMES PRIVÉS CHARGÉS DE MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ET ASSOCIATIONS

120 W 116	France Télécom.	1987 - 1990
120 W 117	Mutualité sociale agricole (MSA) de Picardie.	2011 - 2013
120 W 118	La Poste.	2003 - 2013
120 W 119	Régime social des indépendants (RSI) de Picardie.	2009 - 2013
	<u>Sécurité sociale</u>	
120 W 120	Caisse primaire d'Assurance maladie (CPAM).	2008 - 2013
120 W 121	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF).	1998 - 2012
120 W 122	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER).	1998 - 2012
120 W 123	Syndicat mixte Baie de Somme grand littoral picard (ex SMACOPI).	2005 - 2011
120 W 124	Syndicat mixte des Vals d'Authie, Nièvre et Somme.	2003
120 W 125	Association « Maison du Souffle ».	2012

SERVICES DU CONSEIL RÉGIONAL ET ÉTABLISSEMENTS PUBLIC RÉGIONAUX

CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

120 W 126 Conseil régional.

2000 - 2012